

Eliminatoires Coupe du monde 2026/ 24 fauves du Bas-Oubangui de football convoqués pour les matchs contre les Comores et le Mali

Comores - jeudi 16, 16:00 - Moroni, Stade Saïd Mohamed Cheikh de Mitsamiouli
Mali - lundi 20, 19:00 - Bamako, Stade du 26 mars

P	Noms, prénoms	Clubs - Pays	P	Noms, prénoms	Clubs - Pays
	LEMBET Geoffrey Didace	Stade Rennais France		PIRIOUA Brad Thomas	Istres FC France
	BIANDAO Marcellin Russell-Berry	Fauve Azur Elite Cameroun		YAWANENDJI-MALIPANGOU Christian-Theodor	Gasogi United FC Rwanda
	YOUFEIGANE Dominique Junior	FC Lorient France		TOROPITE Trésor	AS Otôho d'Oyo Congo
	GUINARI Peter Abraham Sandy	SC Telstar 1963 Pays-Bas		BABOULA Vénuste Ghislain	QRM France
	NDOBE Stéphane Sadock	AS Otôho d'Oyo Congo		URIE Axel	US Concarneau France
	NIAMATHE Freeman-Steve-Nicodème	Diablies Noires Congo		KOYALIPOU Goduine	SK Beveren Belgique
	YANGAO Flory Jean Michael	ORB RCA		MAIOUGA Marco Ludivin	FC Botev Vratsa Bulgarie
	M'BAKA Sacha	Stade Brestois 29 France		KONDOGBIA Geoffrey	Olympique Marseille France
	TATOLINA Severin	Umeå FC Suède		NAMNGANDA Karl Maxance Aristophane	Neptunas FC Lituanie
	YAPENDE Raphael Marc	Bamboutos Cameroun		TOMPTE Eleoenai	FC Marchfeld Donau, Autriche
	YOUGA Amos	CSKA Sofia Bulgarie		MAFOUTA Louis	Amiens SC France
	SOLET Isaac	Progressul Spartac Roumanie		MANZOKI César	Dalian Pro FC Chine

«ZO KWE ZO» Liste du 31.10.23

LANOCA

LES AUTRES NOUVELLES DE CENTRAFRIQUE

N° RCCM: CA/BG/2021A605 Tel: (+236) 75030894/ 72550168 Mail: journalanoca@gmail.com
Directeur de Publication: Arsène-Jonathan MOSSEAVO/ Compte bancaire: BPMC 37102775401-08
Suivez LANOCA sur: <http://lanoca.over-blog.com>

Le cardinal Dieudonné Nzapalainga attendu dans les Vosges (France) du 4 au 5 novembre 2023



Paix et Sécurité

Lancement de la Plateforme d'appui aux solutions durables pour les Centrafricains déplacés de force



lutte contre la désinformation
Les influenceurs des réseaux sociaux ont été sensibilisés sur la lutte contre la désinformation



Coopération: L'ambassade de France lance la campagne de Demande d'Admission Préalable dans une université française

Religion



Des prêtres, religieux et religieuses de la RDC en mission en RCA s'organisent en Fraternité

Sécurité alimentaire



Lancement d'un projet pour cultiver le pois cajan au village Pata



Journées 1 & 2
Fenêtre internationale FIFA
13-21 novembre 2023
Raoul Savoy
sélectionneur national

24 Fauves
convoqués

AFRICAN QUALIFIERS
FIFA WORLD CUP 2026



SOMMAIRE

- Les influenceurs des réseaux sociaux ont été sensibilisés sur la lutte contre la désinformation, discours de haine et rumeurs..page 2
- Lancement de la Plateforme d'appui aux solutions durables pour les Centrafricains déplacés de force ..page 3
- Lancement d'un projet pour cultiver le pois cajan au village Pata...page 4
- Proche du pape François, le cardinal Dieudonné Nzapalainga attendu dans les Vosges (France) ..Page 5
- Des prêtres, religieux et religieuses de la RDC en mission en RCA s'organisent en Fraternité...Page 5
- Procédure de Demande d'Admission Pré-alable pour une première inscription en première année de licence dans une université française Année universitaire 2023 -2024..Page 6

Les influenceurs des réseaux sociaux ont été sensibilisés sur la lutte contre la désinformation, discours de haine et rumeurs

Une initiative de l'organisation Médias, Démocratie et Développement Durable-M3D- financée par la MINUSCA. La sensibilisation s'est déroulée du 30 au 31 octobre 2023 dans l'une des salles de conférence du complexe sportif Barthélémy Boganda à Bangui.



responsabilité pénale. Les différents intervenants ont exhorté les participants à s'impliquer dans la lutte contre la désinformation et les discours en tant qu'influenceurs des réseaux sociaux en postant du contenu sur un thème spécifique sur le web afin d'apporter un changement dans la société notamment la paix et la stabilisation sociale en République Centrafricaine. Ils ont été également

L'atelier de deux jours est organisé à Bangui du 30 au 31 octobre 2023 par l'Association Médias Démocratie et Développement Durable (M3D) en partenariat avec l'organe de presse écrite et en ligne Oubangui médias, qui a pour but d'impliquer les influenceurs des réseaux sociaux dans l'éducation et la sensibilisation du public sur la désinformation, les discours de haine et les rumeurs. Fridolin Ngoulou, coordinateur de M3D, affirme que l'objectif de cet atelier est de réunir les participants réunis ces deux jours pour discuter de leur participation dans la lutte contre la désinformation et les discours haineux. Il a également indiqué qu'un travail approfondi a été fait pour identifier les administrateurs de ces pages afin de réduire les risques de discours de haine en République centrafricaine. « Les personnes de cette classe n'étaient pas impliquées dans la gestion des rumeurs et de la désinformation ».

Cette initiative de Médias démocratie et développement durable #M3D vise à faire une large communication intensive autour de la problématique de la désinformation, les discours de haine et rumeur qui ne cessent de polluer l'espace médiatique en ligne à savoir : whatsApp, Facebook, instagram, tweeter et autres en Centrafrique. Les journalistes blogueurs et les influenceurs issues du monde de

la musique notamment les artistes musiciens, comédiens humoristes, cinéastes et sportifs ont un grand important rôle à jouer dans lutte contre ces fléaux de discours de haine et des rumeurs qui montent en puissance dans le pays afin de les atténuer par tous les moyens possible. L'initiative Démocratie des Médias et Développement Durable #M3D est une initiative globale et ciblée sur la question de la désinformation, des discours de haine et des rumeurs qui continuent de polluer l'espace médiatique en ligne à savoir : WhatsApp, Facebook, Instagram, Tweet, etc. Les journalistes, blogueurs et influenceurs, musiciens, comédiens, cinéastes et sportifs, ont un rôle immense à jouer dans la lutte contre le fléau et qui doivent être atténués par tous les moyens possibles. Durant ces deux jours d'ateliers, les participants ont été outils sur les thématiques suivantes : **La désinformation, une menace pour la paix sociale, L'engagement des influenceurs des réseaux sociaux dans la lutte contre la désinformation, les rumeurs et les discours de haine ; Les initiatives de la lutte contre la désinformation et la nécessité d'implication des influenceurs ; Les techniques de vérification des fausses informations ; La désinformation et la**

ment éduqués sur les techniques de vérification fausses informations et images hors contextes et ce que dit la loi sur la désinformation et la responsabilité pénale. La RCA dispose déjà d'un plan de stratégie pour la lutte contre la désinformation mais ceci reste encore loin de la réalité. Ainsi, la contribution des uns et des autres pourra être très utile pour fin à ce fléau en Centrafrique. En fin, les participants ont formulé des recommandations à l'endroit du gouvernement, des partenaires ; et ont aussi fait des engagements pour que dorénavant ils ne soient plus des propagateurs de messages haineux et des rumeurs.

La République Centrafricaine dispose déjà d'un plan stratégique de lutte contre la désinformation, mais celui-ci est encore loin d'être une réalité. La contribution des influenceurs contribuera donc grandement à réduire ce fléau en République centrafricaine. Les participants ont formulé des recommandations au gouvernement et aux partenaires entre la MINUSCA, qui a financé cet atelier capital. Les influenceurs des réseaux sociaux ont pris l'engagement de ne plus diffuser de messages haineux ou de rumeurs à l'avenir.

Aubin NDATA/ Arsène Jonathan MOSSEAVO

TICE : la Russie révoque sa ratification

Après la suspension par la Fédération de Russie de sa participation dans le traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs Start-II/SNV-III, le 23 février 2023, qui n'a été qu'une suite logique et parfaitement prévisible en vue du nouveau caractère des relations russo-occidentales instaurées depuis le début de l'année 2022 : face à la menace déclarée et partiellement mise en œuvre par l'Occident collectif américain vis-à-vis de la Russie, cette dernière a procédé à la suppression légale des restrictions au développement de son armement stratégique - aujourd'hui, c'est un nouveau pas significatif qui a été entrepris par Moscou dans le cadre du renforcement de sa sécurité nationale.



À la suite du vote à la majorité absolue de la Douma d'État (chambre basse de l'Assemblée fédérale/parlement de la Fédération de Russie) en faveur de la **révocation de la ratification russe du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE)**, le 18 octobre dernier, et à la suite du vote à l'unanimité par le Conseil de la Fédération (chambre haute) dans le même sens, le 25 octobre, - nul doute dans la signature de la loi par le président Vladimir Poutine qui suivra et fera entrer en vigueur ladite révocation de la ratification. Précédemment, le président de la Douma Viatcheslav Volodine a déclaré que le projet de loi avait été signé par 438 sur les 450 députés, en soulignant que la consolidation d'une telle ampleur est assez rare et n'est qu'une réponse à l'attitude grossière des États-Unis à l'égard de leurs responsabilités dans le maintien de la sécurité mondiale. De son côté, le premier vice-président du Comité du Conseil de la Fédération pour les affaires internationales Sergey Kislyak a déclaré : « L'article sur la ratification du traité d'interdiction complète des essais nucléaires de la loi fédérale de l'an 2000 a été abrogé. Les autres dispositions de la loi qui concernent la mise en œuvre du traité d'interdiction complète des essais nucléaires et la participation de la Fédération de Russie à celui-ci, restent inchangées ». Le sénateur a souligné que le TICE est un instrument important dans le domaine du contrôle des armements et de la non-prolifération des armes nucléaires. « C'est ainsi que notre pays a considéré ce traité pendant toutes ces années, en demandant l'adhésion de tous les États à ce dernier. La révocation de la ratification n'empêche pas la poursuite d'une approche constructive. La Russie reste un État signataire avec tous les droits et responsabilités que cela implique ».

La Fédération de Russie, de même que les États-Unis d'Amérique, a signé le Traité, le 24 septembre 1996, en comptant, comme le reste de l'humanité,

que le TICE deviendrait un instrument juridique international majeur interdisant tout type d'essais nucléaires et mettrait fin, à tout jamais, au danger de l'apocalypse nucléaire qui a plané sur le monde durant la guerre froide. Toutefois, un accord étatique international n'est considéré comme valide et entre en vigueur qu'à la ratification par les pays signataires, sans quoi il n'a pas plus de valeur juridique qu'une simple « lettre d'intentions » qui n'en a aucune. Moscou ratifie son engagement, le 30 juin 2000 ; Washington ne l'a jamais fait. Ainsi, la politique classique des doubles standards des États-Unis et l'irresponsabilité chronique face aux questions de la sécurité internationale a détruit le sens même de l'existence du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Vingt-sept ans passés, il n'est toujours pas entré en vigueur et avec les représailles en forme de retrait actuel de la ratification par la Russie, première puissance nucléaire - le Traité peut être considéré comme mort et enterré. Une telle attitude arrogante de l'État américain est fondée, avant tout, sur la croyance d'être une nation supérieure élue par Dieu pour gouverner le monde à tout jamais - les lois sont écrites pour les nations inférieures. Croyance, qui est aussi profonde que l'ignorance non seulement de l'histoire peu enviable de tous les empires du passé, mais également de sa propre histoire. L'ignorance qui lui fait oublier l'humilité pouvant rappeler la réalité historique : les seules capacités et aptitudes possédées par les États-Unis d'Amérique ont été, cela fait seulement 200 ans, de faire pousser le coton par des esclaves et de perpétrer les massacres à grande échelle des populations indigènes du continent, afin de voler leurs terres et ressources. Malgré la propagande menée par le pouvoir « atlantiste » via les médias mainstream occidentaux accusant la Russie de casser l'architecture de la sécurité nucléaire mondiale, la réalité est bien différente de leur narratif : l'initiative russe n'est qu'une réponse mesurée et logique à la stratégie belliqueuse américaine de longue date concernant les armements nucléaires. La non-ratification du TICE par les États-Unis, signée en 1996, n'est nullement la seule initiative américaine, afin de maintenir le monde dans la tension du danger permanent d'une guerre nucléaire. Washington est déjà l'auteur du retrait, en juin 2002, du traité ABM sur la limitation des systèmes de défense contre les missiles balistiques ; du retrait, en mai 2018, de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien ; du retrait, en août 2019, du traité INF sur les missiles nucléaires à portée intermédiaire, ainsi que du retrait, en mai 2020, du traité

« Ciel ouvert » sur la vérification des mouvements militaires et de la limitation des armements. Ce n'est pas depuis le début de la guerre en Ukraine, mais depuis plus de 20 ans que les États-Unis d'Amérique mènent une politique du désengagement vis-à-vis des obligations internationales prises auparavant : le retrait unilatéral de l'intégralité des accords internationaux clés sur le contrôle des armements nucléaires, hormis celui sur la non-prolifération des armes nucléaires, signé en 1968, et celui de Start-II. En constatant cela, la Fédération de Russie est en train de prendre des mesures vis-à-vis de sa force de dissuasion nucléaire qui est considérée, à juste titre, comme un élément suffisant pour assurer la mission qui est la sienne : dissuader les adversaires d'engager leurs forces armées dans une confrontation directe avec la Russie, ce qui, selon la doctrine militaire russe en vigueur, mènerait directement à des frappes nucléaires de représailles des cibles stratégiques ennemies. Parmi les pays disposant d'armes nucléaires, les États-Unis d'Amérique sont en tête de ceux qui n'ont jamais ratifié leur engagement auprès du TICE. Plusieurs autres pays disposant de l'arme nucléaire n'ont pas ratifié le Traité, voir ne l'ont jamais signé : l'Israël, la Corée du Nord, la Chine, le Pakistan et l'Inde. Mais c'est bien aux États-Unis que s'adresse le message de la nouvelle disposition de la Russie vis-à-vis des essais nucléaires. Les États-Unis, de plus en plus agressifs sur la scène internationale en vue de l'effondrement imminent de leur domination politico-militaire mondiale qui est dû à l'anéantissement progressif inélectable engagé de la domination monétaire américaine et du système des pétrodollars instauré en 1979. Dans le cadre de la lutte des États-Unis pour sa survie en tant que puissance dominante, l'intensification de leurs hostilités vis-à-vis du reste du monde et la création de nouveaux foyers de conflits armés ne vont que s'accroître au degré proportionnel de la diminution de leur suprématie. Ainsi, les déclarations de Moscou stipulant que les nouveaux essais d'armes nucléaires n'auront lieu du côté russe qu'à l'accroissement des hostilités occidentales envers la Russie, dont les éventuels essais nucléaires par les Américains, ne peuvent être considérés autrement que par la mise en demeure avant le début des essais des nouvelles armes nucléaires révolutionnaires en possession des forces armées de la Fédération de Russie. Un nouvel équilibre géostratégique, dorénavant inévitable, est en train d'être instauré. L'équilibre qui ne sera plus basé sur les accords, les traités et les partenariats entre la Russie et l'Occident collectif, mais sur la parité militaire ajustée en flux tendu entre les parties.

Oleg Nesterenko
Président du CCIE (www.c-cie.eu)
(Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne ; ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)



LANOCA

Directeur de Publication et de rédaction
Arsène- Jonathan MOSSEAVO
Secrétaire de rédaction
Steven LANZARAS
Rédacteur
Diane Marème
Katrine Vardysky
Clem Patrick Gambe
Husseini Mahamat Terence Gavenne

Hénoc Hector DOTIGUI
Point de Vente
Kiosque GEPPIC/ Centre-ville
Distribution
Louis Maurice SER-VICE
Infographie et PAO
Rachid Medhi Ahmed
Imprimerie Dauphin Royal

JOURNAL LANOCA
Les Ateliers Nouveaux de la Centrafrique

Procédure de Demande d'Admission Préalable pour une première inscription en première année de licence dans une université française Année universitaire 2023-2024

AMBASSADE DE FRANCE EN CENTRAFRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Les futurs étudiants actuellement en Centrafrique utiliseront le dossier blanc.

La campagne de Demande d'Admission Préalable (dossier blanc) est ouverte.

La procédure de Demande d'Admission Préalable concerne les futurs étudiants actuellement en Centrafrique souhaitant effectuer une première inscription en première année de licence dans une université française à la rentrée 2024.

L'étudiant doit constituer autant de dossiers que de vœux car chaque dossier sera envoyé simultanément aux universités ciblées par l'étudiant (par exemple 2 vœux = 2 dossiers).

Attention : Changement de la procédure de dépôt de dossiers Le dépôt des dossiers DAP sont à déposer au sein de l'espace Campus France de l'Alliance française de Bangui du 6 novembre au 15 décembre 2023, date limite de dépôt des dossiers.

Entre ces dates, les dossiers doivent être déposés uniquement les lundis après-midi (entre 14h et 16h30) et les jeudis après-midi (entre 14h et 16h30). Aucun dossier ne sera accepté en dehors de ces créneaux.

La procédure se fera en deux étapes :

- 1ère étape : dépôt des dossiers
- Vérification des pièces
- Prise de rendez-vous pour l'entretien pédagogique (10 minutes)
- 2ième étape : entretien pédagogique
- Entretien pédagogique de 10 minutes durant lequel le candidat explique les raisons de son choix d'étude.

Remise du récépissé de dépôt de dossier

PLUS AUCUN DOSSIER NE SERA PRIS A L'AMBASSADE DE FRANCE

Le dossier blanc ainsi que la notice explicative du dossier blanc sont à télécharger ci-dessous.

Le calendrier de la campagne de Demande d'Admission Préalable 2023 est le suivant :

- Date limite de remise des dossiers aux établissements : 15 décembre 2023
- Date limite des commissions pédagogiques établissements : 30 avril 2024
- Date limite de décision de l'étudiant : 31 mai 2024

NB : Les dossiers blancs sont téléchargeables par les candidats sur le site internet du MESRI à cette adresse : <https://www.enseignementsup-recherch...>

L'étudiant doit constituer autant de dossiers que de vœux car chaque dossier sera envoyé simultanément aux universités ciblées par l'étudiant (par exemple 2 vœux = 2 dossiers).

Veillez ouvrir la pièce jointe (PDF) pour voir la procédure à suivre pour apposer les timbres sur l'enveloppe et mentionner votre adresse.

Pour plus d'informations : <https://cf.ambafrance.org/>

Appel à candidatures : Bourse de Thèse "AMAX" pour les Femmes en Afrique

Chères amies et collègues, Connaissez-vous une étudiante centrafricaine passionnée par la recherche sur la santé des femmes ? Ou peut-être êtes-vous cette personne ? Nous avons une opportunité exceptionnelle à partager avec vous. Le projet "AMAX: African Modeling and Analytics Academy for Women" vise à soutenir la recherche et l'analyse des données pour améliorer la santé des femmes en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne. Nous offrons une bourse de thèse de 36 mois avec une allocation mensuelle de 500€ pour une étudiante centrafricaine talentueuse.

Thème de la Thèse : Vous pouvez vous concentrer sur des maladies telles que le cancer du col de l'utérus, l'Hépatite B, la

COVID-19 ou la résistance aux antimicrobiens.

Critères de Sélection :

- Être une étudiante centrafricaine
- Intérêt pour la recherche sur la santé des femmes
- Capacité à travailler dans un environnement multidisciplinaire
- Connaissance en modélisation mathématique ou en analyse de données (un atout)

Comment Postuler : Soumettez votre candidature avant la date limite du 15 novembre 2023 en envoyant une lettre de motivation, votre CV, vos relevés de notes universitaires et deux lettres de recommandation à jean-francois.damaras@pasteur-bangui.cf.

Nous avons besoin de votre aide ! Partagez cette opportunité avec vos amis, collègues et

proches en Afrique centrale. Ensemble, nous pouvons faire une réelle différence dans la santé des femmes.

Rejoignez-nous pour soutenir les futures chercheuses et améliorer la santé des femmes en Afrique. Partagez ce message maintenant et faites circuler l'information.

Pour plus d'informations, contactez M. Jean-François DAMARAS à jean-francois.damaras@pasteur-bangui.cf ou au (+236) 72 05 79 56.

[#BourseDeThèse](#) [#AMAXforWomen](#) [#SantéDesFemmes](#) [#Afrique](#) [#Opportunité](#)

<https://www.linkedin.com/.../appel-%25C3%25A0...>

Lancement de la Plateforme d'appui aux solutions durables pour les Centrafricains déplacés de force

La République Centrafricaine, les six gouvernements voisins et les partenaires internationaux ont réaffirmé leur engagement commun à conjuguer leurs efforts pour trouver des solutions pérennes et inclusives aux déplacements forcés liés à la crise centrafricaine qui a déraciné plus de 1,2 millions personnes.



la sécurité et la dignité, afin qu'ils puissent contribuer à la reconstruction et au développement de leur patrie », a-t-il ajouté.

Cette initiative significative a été grandement enrichie par des concertations fructueuses et la formation d'un consensus robuste entre les pays affectés par la crise centrafricaine et les partenaires internationaux, soulignant une volonté commune d'apporter des solutions durables à environ 1,2 million de personnes déplacées de force.

Le Cameroun, le Tchad, la République Démocratique du Congo, la République de Congo, la République du Soudan du Sud et la République du Soudan ont, avec le

Un nouvel horizon se dessine pour les populations déplacées de force de la République centrafricaine grâce à l'engagement solide et unifié des pays limitrophes et des partenaires internationaux. Le HCR, l'Agence des Nations unies pour les Réfugiés se félicite du lancement réussi de la Plateforme d'Appui aux solutions durables pour les déplacés de force Centrafricains. Il s'agit d'une initiative majeure concrétisée par la collaboration, la détermination et le soutien des sept pays concernés par la crise centrafricaine. Elle traduit aussi les engagements pris dans le cadre de la Déclaration de Yaoundé d'avril 2022. Celle-ci visait, d'une part, à renforcer la protection des personnes déplacées de force et à promouvoir leur inclusion et leur résilience à travers des solutions durables dans les pays hôtes ; et d'autre part, à créer des conditions propices au retour durable et à la réintégration effective en République centrafricaine.

L'engagement des États membres de la plateforme « à protéger nos compatriotes, à les assister et à rechercher les solutions durables en leur faveur, restent pour la République Centrafricaine, le témoignage de la solidarité internationale et l'expression du partage des charges et des responsabilités tels que recommandés par le Pacte Mondial sur les Réfugiés » a souligné S.E M. Faustin-Archange Touadéra, Président de la République Centrafricaine.

« Il est important de saluer les efforts entrepris par l'État centrafricain pour le retour progressif de la paix et de la sécurité, ainsi que la réconciliation entre les fils et filles du pays », a dit Raouf Mazou, Haut-commissaire Adjoint chargé des opérations du HCR. « Il est essentiel que se poursuivent les efforts visant à la consolidation ou à l'établissement des conditions permettant un retour durable, dans leurs foyers, du plus grand nombre possible de centrafricains, dans

le soutien des acteurs de développement, réaffirmé leur engagement à œuvrer de manière collaborative pour aborder et surmonter les défis multifacettes auxquels font face les déplacés de force centrafricains.

La Banque africaine de développement, la Banque Mondiale, les États Unis, la Suisse et l'Union Européenne ont affiché leur soutien à la plateforme, en mobilisant la volonté stratégique et les ressources internationales pour assurer son succès. Le lancement de la plateforme inaugure ainsi une nouvelle ère de coopération sous régionale et internationale, basée sur des principes de partenariat, de soutien mutuel et d'innovation pour le bien-être des déplacés centrafricains. Le processus ayant conduit à l'établissement de la Plateforme d'Appui aux solutions durables pour les réfugiés, les déplacés et les retournés a été financé par l'Union européenne.

Source : UNHCR

Lancement d'un projet pour cultiver le pois cajan au village Pata

Le projet de culture du pois cajan a été lancé le samedi 28 octobre 2023 dans le village Pata, situé à 65 km au nord de Bangui, sur la route de Damara.



du plan et de la coopération internationale, du ministère de l'Agriculture et du coordinateur du Réseau de Pata.

Le pois cajan ou pois d'Angole est une espèce de plante vivace de la famille des Fabaceae. Aussi sous le nom de pois cajan, pois-congo, ambrevade ou pwadibwa en créole Guadeloupéen, le pois d'Angole est une légumineuse vivace à graine cultivée en agriculture pluviale dans les régions tropicales semi-arides. Le projet pilote vise à inciter la population du village Pata à cesser de couper des arbres pour fabriquer des charbons, ce qui entraîne la destruction de l'environnement.

L'école primaire de Pata a été le lieu de la cérémonie de lancement du projet de culture du pois d'Angole initié par le Réseau des jeunes pour le développement durable en Centrafrique. La cérémonie s'est déroulée en présence d'un représentant du ministère

trafique, a formé les bénéficiaires à la culture du pois cajan. Ces bénéficiaires ont créé une coopérative appelée « Terre un seul Trésor ».

Térence Gavenne

Proche du pape François, le cardinal Dieudonné Nzapalainga attendu dans les Vosges (France)

Le cardinal Dieudonné Nzapalainga sera accueilli les samedi 4 et dimanche 5 novembre dans la paroisse de Gérardmer. Il se rendra également à la cathédrale de Saint-Dié, à Portieux et à Autrey.



C'est un événement que certains qualifieront d'historique. Le cardinal Dieudonné Nzapalainga effectuera une visite de deux jours dans le diocèse. À 54 ans, c'est l'un des plus jeunes cardinaux et il est régulièrement nommé par le pape François pour représenter le Souverain pontife dans les grandes cérémonies.

Cette venue de l'un des plus éminents représentants de l'Église catholique est vécue comme un « honneur » pour le père Gilbert Nzenzemon, qui a en charge la paroisse de Gérardmer. Lorsqu'il y a huit ans Dieudonné Nzapalainga avait promis au prêtre de Gérardmer de venir dans les Vosges, il était alors archevêque de Bangui, en Centrafrique. Il a entre-temps été nommé cardinal en 2016.

Une visite de la cathédrale de Saint-Dié

Le cardinal logera à la cure de Gérardmer, dans la vie ordinaire d'une paroisse. Le samedi 4 novembre, il visitera la cathédrale de Saint-Dié, avec un petit temps de conférence. Il se rendra ensuite à la maison diocésaine, puis à Portieux, où il rencontrera l'ancien évêque Jean-Paul

Mathieu ainsi que les sœurs. Il conclura cette journée par une visite de l'abbaye d'Autrey.

Le dimanche 5 novembre, le cardinal participera à un petit-déjeuner avec tous les responsables de l'équipe paroissiale, avant la messe pontificale programmée à 10 h 30, suivie d'une rencontre.

Ce sera l'occasion pour tous les chrétiens de dialoguer avec ce secrétaire du synode.

Philippe Cuny - 19 oct. 2023 / Vosges matin

Ndlr : Les Vosges sont un département français de la région Grand Est, situé dans la région historique de Lorraine. Elles tirent leur nom du massif des Vosges, qui occupe une grande partie de son territoire. Son chef-lieu est Épinal. L'Insee et la Poste lui attribuent le code 88.

Le département est au cœur de six régions naturelles plus ou moins bien connues et délimitées : Les Hautes-Vosges Lorraines (Déodatie), la Vôge, la plaine sous-vosgienne et le Pays de Neufchâteau.

Des prêtres, religieux et religieuses de la RDC en mission en RCA s'organisent en Fraternité

Après l'ouverture de l'année pastorale par le Cardinal Dieudonné Nzapalainga, archevêque de Bangui, la FRAMICCOR (Fraternité Missionnaire des Consacrés Congolais en République Centrafricaine) a eu une journée de recollection pour se lancer avec fidélité à l'année pastorale 2023-2024.

C'est dans l'enceinte de la communauté des Apôtres Jésus Crucifié de Bimbo qu'une vingtaine des prêtres, religieux et religieuses (ressortissants de la RDC) ont passé leur journée ce samedi 28 octobre 2023 par les laudes, l'entretien spirituel, le chapelet et la messe sous la direction du Vicaire général de l'archidiocèse de Bangui, l'Abbé Mathieu Bondobo. Après ce premier moment spécifiquement spirituel, la deuxième partie de



la journée était colorée par de diverses activités pour renforcer la fraternité. C'est ainsi que nos frères et sœurs décédés au courant de l'année pastorale 2022-2023 ont été évoqués, ceux qui ont célébré leurs anniversaires de naissance les trois derniers mois ont partagé le gâteau accompagnés de tous les frères et sœurs avec un repas fraternel. A la fin de la journée, un comité

provisoire a été mis en place pour coordonner les activités à venir de FRAMICCOR et préparer les règlements d'ordre intérieur :

- Coordonnateur : Père Stéphane Malaba (Apôtres de Jésus Crucifié)
 - Animateur spirituel et culturel : Abbé Jean-Marie Konde (Archidiocèse de Kinshasa)
 - Secrétaire : Sœur Rachel (Filles du Sacré Cœur de Jésus)
 - Trésorière : Sœur Merveille (Saint Joseph de Cracovie)
 - Chargée de sport : Sœur Jessica (Oblates du Cœur de Jésus)
- Sage : Père Toussaint (CICM)
Tout s'est conclu dans la joie totale et le rendez-vous est pris pour le mois de janvier 2024.

TMNews@140923

